

Communiqué de presse

Les prisons sont des expériences non réussies [surtout pour les femmes]

Date : Le 14 mai 2003 – Ottawa – Le 8 mars 2001, l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry (CAEFS) ainsi que l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) ont écrit à la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) au sujet de la violation des droits de la personne telle que vécue par les femmes dans les prisons canadiennes. La CCDP a décidé de mener une revue systémique diversifiée et d'émettre un rapport spécial sur le traitement des femmes détenues au Canada. Cette revue a attiré l'attention aux plans national et international. En février, des groupes qui revendiquent l'égalité ont présenté des soumissions orales à la Commission. Hier, 11 organismes ont soumis des mémoires à la Commission, demandant la fin du traitement discriminatoire envers les femmes.

« Le gouvernement canadien n'a pas réussi à remédier aux violations continues et très bien documentées des droits de la personne sur les détenues, contre lesquelles on exerce de la discrimination fondée sur le sexe, la race et l'incapacité », fait part le Dr. Ailsa M. Watkinson, présidente de l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry. « En dépit des obligations internationales et de la reconnaissance que le Canada a une obligation spéciale envers les détenues, surtout les femmes autochtones, le droit pénitentiaire et les politiques discriminent de façon flagrante contre toutes les femmes, et de façon plus marquée contre les femmes autochtones et les femmes ayant des incapacités », poursuit le Dr. Watkinson.

« Par exemple, si vous êtes une autochtone cela veut dire qu'on vous perçoit comme présentant un risque plus élevé, si vous êtes démunie cela veut dire qu'on vous perçoit comme présentant un risque plus élevé, si vous avez une incapacité cela veut dire qu'on vous perçoit comme présentant un risque plus élevé. Tout ceci a pour effet de classer les femmes à un niveau de sécurité plus élevé, donc si vous êtes une femme autochtone démunie qui a une incapacité, ils jettent littéralement la clé », ajoute Kim Pate, directrice générale de l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry. « Encore pire, elle a plus de chance de passer la plus grande partie, sinon la totalité de sa peine en isolement et il se pourrait qu'elle ne soit jamais remise en liberté », dit Pate.

« La Commission a reçu des rapports au sujet de femmes qui ont passé virtuellement la totalité de leur peine, certaines plus de 10 et 15 ans, dans des conditions de ségrégation, isolées des autres détenues, avec un accès limité aux services et aux programmes, et qui vivent dans des cellules de la grandeur de la salle de bain de la majorité des gens », poursuit Kim Pate.

- suite -

« Les femmes constituent la population des prisons en plus grande croissance au monde, et le gouvernement canadien aggrave cette situation en n'abordant pas des facteurs qui y contribuent, comme les répercussions du manque de normes nationales pour les services sociaux et les soins de santé, ce qui a eu comme conséquence de presque détruire notre filet de sécurité sociale », ajoute le Dr. Watkinson.

« Les femmes ayant les problèmes de santé mentale les plus graves languissent en isolement. D'autres font l'aller-retour entre l'isolement cellulaire en prison et les services de médecine légale fermés à clé des hôpitaux psychiatriques. On les punit sans relâche pour leurs problèmes de santé mentale. Les statistiques du gouvernement révèlent de la discrimination envers les détenues autochtones.

Les femmes autochtones représentent entre 1 % et 2 % de la population canadienne, 27 % des femmes qui purgent des peines dans les prisons fédérales et environ la moitié des femmes classifiées comme des prisonnières à sécurité maximale. Les femmes ont tendance à réagir d'abord à l'isolement au moyen de l'automutilation et du suicide.

Avec la surveillance accrue, les femmes désespérées commencent à s'en prendre entre elles et au personnel – historiquement nous savons que plus la situation en prison est désespérée – nous l'avons décrite en détail dans nos présentations à la Commission – plus les suicides et les prises d'otages deviennent les derniers recours des détenues. Par son incapacité de remédier à ces situations, le gouvernement est complice de la tendance accrue de reléguer plus de femmes à la rue, à la prison ou à la mort », déclare Pate.

« Nous nous attendons à ce que la Commission soit proactive et qu'elle ordonne au gouvernement du Canada de passer immédiatement à l'action afin de mettre fin à la discrimination. Nous nous attendons à ce que la Commission s'assure de changements significatifs afin d'empêcher que les femmes soient victimes de plus de tort et d'injustice. Ceci exige la mise en place de mécanismes de responsabilité totalement indépendants, d'une compensation pour la violation des droits et de la fermeture des nouvelles unités de ségrégation à sécurité maximum pour femmes », conclut le Dr. Ailsa M. Watkinson.

- 30 -

Pour obtenir plus d'information, veuillez communiquer avec :

Dr. Ailsa Watkinson
Présidente ou
Kim Pate

Directrice générale de l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry
au 613-298-2422
ou kpate@web.ca